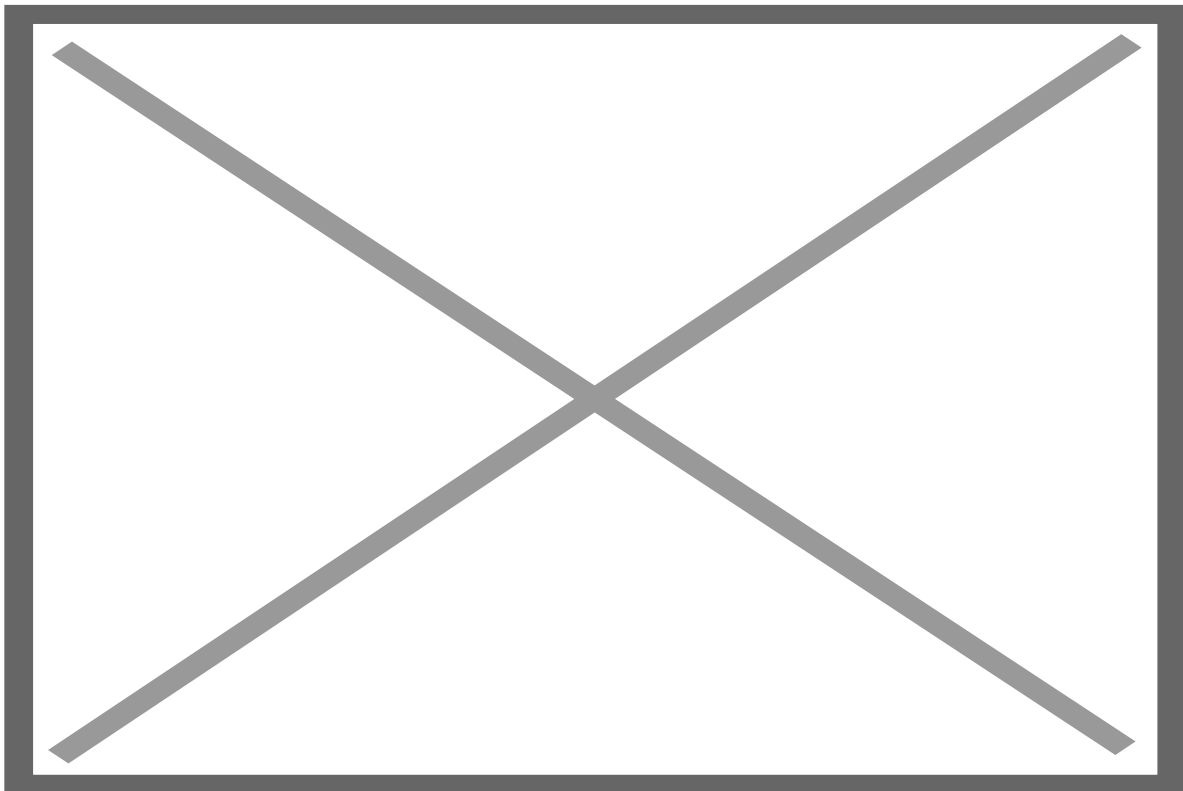


## Une ing n rie raciale •   l'origine des nouvelles restrictions d'entrée en Cisjordanie

### Description

Par Maureen Clare Murphy, le 26 Septembre 2022



Des Palestiniens traversent le Pont d'Allenby en Août 2021. Sulaiman Mahmoud APA images

Mise en place le mois prochain, les nouvelles restrictions du ministère de la défense israélien concernant l'entrée des étrangers en Cisjordanie occupée vont se répercuter sur les droits fondamentaux des Palestiniens, en particulier sur leur vie de famille.

La procédure administrative de 97 pages servira à l'ing n rie raciale d'Israël sur la population de Cisjordanie dans le cadre de son régime d'apartheid, qui constitue un crime contre l'humanité, à [explique](#) une coalition d'organisations palestiniennes de défense des droits humains.

Ces organisations expliquent que ces restrictions  mpi tent sur la libert  de mouvement des Palestiniens, qui re soivent de l'aide humanitaire et au développement ainsi que des praticiens médicaux et d'autres.  

â??Ces mesures affectent les droits souverains du peuple palestinien, dont celui de recevoir des experts, des artistes, des athlÃ¨tes, des Ã©tudiants, des touristes et des bÃ©nÃ©voles.â?•

Ces organisations exhortent les pays de lâ??Union EuropÃ©enne Ã faire pression sur IsraÃ«l afin de â??mettre fin Ã ses restrictions chaque jour plus importantes.â?• Elles demandent aussi Ã ce quâ??une [mission permanente dâ??Ã©tablissement des faits](#) soit mise en place par le Conseil des Droits Humains de lâ??ONU afin â??dâ??enquÃªter sur cette mesure en tant que grave violation sâ??inscrivant dans la catÃ©gorie des discriminations raciales.â?•

Ces nouvelles restrictions, publiÃ©es plus tÃ¢t ce mois-ci, entreront en vigueur le 20 Octobre. Elles ne sâ??appliqueront pas aux Ã©trangers visitant JÃ©rusalem Est occupÃ©e, quâ??IsraÃ«l a illÃ©galement annexÃ©e et qui est gouvernÃ©e par le droit civil de ce pays.

Les Ã©trangers dÃ©sireux de se rendre en Cisjordanie, mise Ã part JÃ©rusalem Est, devront le faire via le passage dâ??Allenby, Ã la frontiÃ¨re avec la Jordanie, plutÃ¢t que par lâ??aÃ©roport international israÃ©lien prÃ©s de Tel Aviv.

Celles et ceux qui voudraient travailler ou Ã©tudier en Cisjordanie â??devront faire une demande de visa, 45, 60, voire jusquâ??Ã 153 jours avant leur arrivÃ©e et rÃ©pondre Ã un questionnaire approfondi ajoutÃ© Ã leur CV, ainsi que toute accointance maritale en Cisjordanie,â?• explique la coalition dâ??organisations de droits humains.

Une [prÃ©cÃ©dente version](#) de ces restrictions exigeait des Ã©trangers quâ??ils/elles informent lâ??armÃ©e israÃ©lienne sâ??ils/elles entamaient une relation, se mariaient ou sâ??installaient avec un/une Palestinien.ne.

â??Cette condition scandaleuse a Ã©tÃ© retirÃ©e aprÃ©s pression internationale,â?• selon les organisations palestiniennes des droits.

â??Cependant, la nouvelle version de la procÃ©dure exige toujours que toute demande de renouvellement de visa de travail ou autre soit accompagnÃ©e dâ??informations concernant le fait dâ??Ãªtre en couple avec un.e Palestinien.ne inscrit.e dans le registre de la population de Cisjordanie si tel est le cas.â?•

### â??Draconienneâ?•

Cette â??nouvelle procÃ©dure pour lâ??entrÃ©e et le sÃ©jour des Ã©trangers en Cisjordanie est draconienneâ?• et â??met en danger la libertÃ© acadÃ©mique des universitÃ©s palestiniennes et met Ã mal lâ??Ã©conomie locale et la sociÃ©tÃ©,â?• [selon](#) HaMoked, une organisation israÃ©lienne des droits humains qui avait intentÃ© une action en justice contre une prÃ©cÃ©dente version des restrictions.

[https://twitter.com/i24NEWS\\_EN/status/1566677952456163330?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%26claire-murphy%26facial-engineering-behind-israels-new-west-bank-entry-restrictions](https://twitter.com/i24NEWS_EN/status/1566677952456163330?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%26claire-murphy%26facial-engineering-behind-israels-new-west-bank-entry-restrictions)

â??Les courts sÃ©jours en Cisjordanie sont rÃ©servÃ©s aux proches parents des Palestiniens, aux entrepreneurs, investisseurs et journalistes reconnus,â?• explique HaMoked.

---

La procédure ne permet pas à la famille élargie ou aux amis d'entrer en Cisjordanie, ni aux touristes, pèlerins ou artistes.

Toute personne désirent entrer en Cisjordanie pour travailler, enseigner, étudier ou être bénévole, ainsi que les étrangers de Palestiniens devront payer des garanties de sécurité prohibitives allant jusqu'à 20 000 \$, ajoute HaMoked.

Ces directives s'appliquent aux employés et aux volontaires des agences de l'ONU et des organisations internationales. Ces restrictions entravent par conséquent la venue d'assistance humanitaire et au développement dont la population a besoin pour gérer les terribles conditions de vie infligées par les mesures discriminatoires d'Israël, déclarent les organisations de droits palestiniennes.

Ces nouvelles restrictions vont durement impacter la vie de famille de milliers de Palestiniens.

Elles stipulent qu'Israël a l'autorité d'approuver ou non les demandes de conjoints étrangers de résider en Cisjordanie et déclarent que ces demandes seront sujettes aux considérations politiques du gouvernement israélien, explique HaMoked.

Israël a gelé le processus d'unification familiale il y a plus de 20 ans, obligeant des milliers de personnes, particulièrement les conjoints étrangers, à vivre en Cisjordanie sans statut légal.

Avec ces nouvelles réglementations, les étrangers mariés des Palestiniens seront inéligibles aux visas de travail ou étudiant.

En outre, tous les visas en cours de procédure seront évalués à travers le prisme du risque de s'enraciner en Cisjordanie, ajoute HaMoked.

Grâce à ces nouvelles restrictions, le ministre de la Défense à Tel Aviv possède même l'autorité d'établir des qualifications académiques pour le corps professoral dans les institutions de Cisjordanie.

Les visas étudiants et enseignants ne peuvent être renouvelés au-delà de 27 mois et il est impossible d'assurer la titularisation d'un.e enseignant.e étranger.e.

Ces nouvelles restrictions ne s'appliquent pas aux étrangers se rendant dans les colonies israéliennes en Cisjordanie. Quiconque désirent étudier ou enseigner à l'Université Ariel dans la colonie du même nom continuera d'être assujéti à la réglementation bien plus clémentine établie par le ministre de l'Intérieur israélien, selon HaMoked.

Le ministre de la Défense déterminera aussi les critères économiques pour entrer des entrepreneurs et des investisseurs, et décidera quels projets et professions sont importants dans la région, expliquent les groupes de défense des droits.

Il sera possible des étrangers d'être bénévoles dans des institutions palestiniennes pour une durée de 12 mois mais ils/elles devront ensuite attendre une année pour pouvoir revenir en Cisjordanie.

**Discriminatoire**

---

Dans le cadre de ces nouvelles restrictions, les citoyen.nes de Jordanie, d'Égypte, du Maroc, du Bahreïn et du Sud Soudan ne sont pas autorisés à entrer en Cisjordanie, malgré les liens diplomatiques de ces pays avec Israël.

Cette exclusion discriminatoire s'applique également aux binationaux ; par exemple, le détenteur d'un passeport États-Unien et d'un passeport jordanien sera considéré comme jordanien dans le cadre de cette procédure, déclare HaMoked.

Les citoyen.nes de ces États doivent passer par un processus distinct, limité des cas exceptionnels et humanitaires.

Ces mesures créent des mécontentements à Washington, en ce qui concerne le traitement discriminatoire réservé par Israël aux Américains palestiniens voulant entrer en Israël et en Cisjordanie.

L'administration Biden s'efforce d'assurer le respect d'Israël au Programme d'exemption de visa des États-Unis. L'ambassadeur Tom Nides a déclaré en Juin travailler sans relâche depuis que je suis arrivé afin d'aider Israël à satisfaire toutes les exigences du programme commun.

Le programme exige un traitement réciproque pour les citoyen.nes États-Unien.nes à tous les passages de frontière.

Les organisations palestiniennes de défense des droits humains soulignent que ces nouvelles restrictions entrées en Cisjordanie coïncident avec l'intensification sans précédent des violences à travers [les Territoires Palestiniens occupés], y compris des déplacements forcés et des transferts de population de chaque côté de la Ligne Verte.

Les organisations de défense des droits humains expliquent que les mesures répressives d'Israël ont pour objectif de saper le potentiel, la résilience et la survie de la société palestinienne ainsi que des organisations de la société civiles palestiniennes.

Trois de ces organisations à savoir Al-Haq, Addameer et Defense for Children International-Palestine ont déclaré ces organisations terroristes l'année dernière par le ministre de la Défense israélien. L'armée a fermé leurs bureaux en Cisjordanie en Août dernier.

*Trad. L.G pour l'Agence Média Palestine*

Source : [The Electronic Intifada](#)

**date créée**  
2022/10/10